



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EVASION ET FRAUDE FISCALE: des centaines de milliards en Europe DE L'ARGENT, IL Y EN A !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

11 AVRIL 2013

Finalement, Cahuzac l'a avoué: il blanchissait en Suisse de l'argent détourné au fisc: un comble pour le ministre du budget qui ne cessait par ailleurs de justifier, au nom de la rigueur budgétaire, l'austérité et tous les sacrifices qui en découlent pour la population.

DES CENTAINES DE MILLIARDS VOLES A LA SOCIETE

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Derrière les scandales Cahuzac, Augier (trésorier de campagne de Hollande), ou autres, il y a les milliards volés à la société, impossibles désormais à cacher. La vérité, c'est que chaque année, la fraude fiscale au sens strict prive le budget de l'Etat français de 60 à 80 milliards (plus que le budget de l'Education Nationale). Une véritable industrie, avec ses professionnels: banques et avocats d'affaires, filiales, prête-noms... Au bénéfice de riches particuliers, de mafias, mais aussi d'entreprises mondialement connues. Tout cela dans les marges permises par la législation, donc avec l'aval des pouvoirs en place. Et pour cause: de la Suisse au Luxembourg, en passant par les Bermudes et la City de Londres, le caractère opaque de la finance est inscrit au cœur même du mode de fonctionnement du système capitaliste, où le fric et le profit passent avant tout.

ALORS, NON: L'AUSTERITE N'EST PAS UNE FATALITE

Alors que « de l'argent, il y en a », partout, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent « de gauche », les gouvernements nous serinent que les caisses seraient vides et que dans un monde où la concurrence est impitoyable, il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Au nom de quoi il faudrait se résigner au chômage de masse, à l'amputation des salaires, des retraites et des allocations, au démantèlement des acquis sociaux et des services publics.

Ce que montre aussi l'affaire Cahuzac, c'est la proximité entre ce monde des affaires et un personnel politique à son service.

Malgré les beaux discours sur la moralisation du capitalisme et la mise au pas de la finance, sous Hollande comme sous Sarkozy, la bourgeoisie dicte sa loi, et le gouvernement s'exécute: il fait

avaliser par le Parlement le démantèlement du Code du Travail permis par l'accord MEDEF-CFDT-CGC-CFTC, dit de « Sécurisation de l'emploi » et prévoit d'allonger encore la durée de cotisations pour les retraites.

POUR UN VRAI CHANGEMENT, COMBATTRE RESOLUMENT LA POLITIQUE DE HOLLANDE ET DE SON GOUVERNEMENT

On nous promet aujourd'hui qu'on va moraliser la vie politique, mais sans aller jusqu'à limiter la rémunération des élus au niveau du salaire moyen de la population, ni instaurer leur révocabilité en cours de mandat par les citoyens. Alors, qui pourrait encore faire confiance à Hollande pour briser le pouvoir des capitalistes et mettre hors d'état de nuire les puissances de l'argent ?



Cela supposerait la levée du secret bancaire et industriel; la confiscation des avoirs des fraudeurs; la fin des paradis et cadeaux fiscaux si profitables aux riches

et aux entreprises; l'expropriation des principales entreprises, y compris bancaires, sous contrôle des salariés et de la population.

Pour mettre l'argent – il y en a – et l'économie au service de la population, il faudra construire des mobilisations exceptionnelles (du type de celles de 1936 ou de 1968).

C'est dans la convergence des luttes d'aujourd'hui, contre les licenciements et toutes les mesures antisociales, qu'elles se préparent. Ce qui signifie en opposition résolue à la politique de Hollande et de son gouvernement.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



QUAND NISSAN PIÉTINE LES DROITS SYNDICAUX

Côté face, Ghosn est le PDG de Renault qui impose, au moyen d'un chantage aux fermetures d'établissements, un accord pourri aux syndicats, qui entérine les destructions d'emplois.

Côté pile, le même Ghosn est le PDG de Nissan, responsable de la chasse aux syndicats dans ses usines aux Etats-Unis. Là-bas, Nissan refuse aux travailleurs le droit à une élection syndicale équitable dans son usine du Mississippi et mène une campagne de peur pour empêcher les salariés de former un syndicat. Pour parvenir à son but, le constructeur ne recule devant aucun moyen : organisation de réunions antisyndicales, chantage à la fermeture et aux mises à pied si les salariés se syndiquent. Une politique qui n'est pas sans rappeler l'offensive du patron de Fiat, excluant de ses établissements les syndicats refusant de signer des accords démantelant les conventions collectives.

Pourtant, en 2004, Renault avait signé avec les organisations syndicales une «Déclaration des droits fondamentaux» qu'il s'était engagé à respecter dans l'ensemble de ses implantations dans le monde, à l'exclusion de Nissan, c'est vrai !

VALEO, ENTRE LA CAROTTE ET LE BATON

D'un côté la direction de Valéo s'apprête à vouloir amadouer avec quelques actions (3 parait-il pour quelques € dans 5 ans, mais 50 000 à Jacques Aschenbroit le PDG).

De l'autre c'est tout simplement l'atteinte à l'exercice des activités syndicales par la suppression des heures de délégation attribuées aux suppléants élus, comme à Limoges, Athis de l'Orne ou Amiens. Et en plus elle voudrait l'accord des syndicats en CCE pour son projet d'Observatoire de la Vie Sociale ... pour faire bien sur les publicités. Ils ne manquent pas de toupet !

Pendant ce temps là, à Nogent, c'est pas la tenue des engagements pris quant aux nouvelles chaînes de production prévues qui les étouffe !

VIVE LA GREVE DES PSA AULNAY !

Plusieurs centaines d'ouvriers grévistes de l'usine de PSA Aulnay entre dans leur 12ème semaine de grève contre la fermeture de leur usine. La direction refuse toujours d'ouvrir des négociations avec les salariés. Elle a embauché une centaine de vigiles et demande chaque jour à des cadres d'autres sites du groupe de se rendre à Aulnay alors qu'aucune voiture ne sort depuis plusieurs semaines pour provoquer les grévistes.

Mais cela n'entame pas la détermination des grévistes. Grâce à l'argent que les PSA ont récolté ces dernières semaines lors des collectes de solidarité, la grève continue. Un exemple à suivre pour tous ceux qui sont en proie aux licenciements, aux restructurations et aux suppressions de postes.

POUR NOUS CONTACTER:

N'hésite pas à joindre les diffuseurs :

Tél. 06 82 44 28 63 ou mail npa.perche@gmail.com

APRES SEVELNORD, PSA TESTE SON FUTUR PLAN DE FLEXIBILITE A MULHOUSE

Pour produire le nouveau 2008, la direction de PSA a décidé de faire travailler 450 salariés de Mulhouse une heure de plus par jour pendant trois mois, ce à quoi vont se rajouter 4 samedi travaillés. Faire travailler plus, plutôt que d'embaucher à hauteur des besoins

est une honte! Cette mesure s'inscrit dans le cadre des accords de compétitivité comme celui qui se met en place à Renault (8260 suppressions de poste, augmentation du temps de travail, gel des salaires, récupération de RTT... contre une vague promesse de ne pas fermer de sites pendant 2 ans). Alors que le gouvernement encourage de tels accords via l'ANI, accord signé entre le MEDEF et des syndicats minoritaires qu'il est en train de transcrire dans la loi, il ne fait nul doute que PSA est en train de tester à Mulhouse la possibilité d'un tel accord qui toucherait tous les sites du groupe PSA. Dans toutes les entreprises nous sommes concernés, et il n'y aura pas d'autre solution que de refuser ce chantage et défendre nos conditions de travail

L'EQUIPEMENTIER HEULIEZ EN DEPOT DE BILAN

La direction de l'équipementier automobile Heuliez a annoncé lundi au cours d'un CE extraordinaire son intention de déposer le bilan de cette entreprise de près de 300 salariés, pour la troisième fois depuis 2006,

Alors en grandes difficultés, l'équipementier avait été repris en 2010 par le groupe BGI pour ses «activités historiques» (emboutissage, ferrage, assemblage, carrosserie) et un consortium allemand avait repris la production de véhicules électriques. Heuliez a cédé fin 2012 son activité aéronautique à Eurocopter et se consacre essentiellement à la transformation de véhicules industriels (cabines d'engins, carrosserie ferroviaire et militaire, voitures sans permis).

Heuliez avait été tant vanté comme l'exemple de la politique que voulait appliquer Ségolène Royal, présidente de la région Poitou Charentes et aujourd'hui vice présidente de la Banque Nationale d'Investissement mise en place par le gouvernement. Patatras, le château de cartes s'effondre et 300 salariés sont menacés. Assurément, le jour où les travailleurs mettront leur nez dans les livres de comptes, et auront un réel pouvoir de décision, on arrêtera cette gestion uniquement faite pour les actionnaires.

A PROPOS DE MARGARET THATCHER : "PRIVATISONS SES OBSEQUES !"

du réalisateur anglais Ken Loach, 08/04/2013 :

Margaret Thatcher fut le premier ministre le plus diviseur et destructeur des temps modernes : chômage de masse, fermeture d'usines, des communautés détruites, voilà son héritage. Elle était une combattante et son ennemi était la classe ouvrière britannique. Ses victoires, elle les a obtenues grâce à l'aide des figures politiquement corrompues du Parti travailliste et de nombreux syndicats.

C'est à cause des politiques mises en place par elle que nous sommes aujourd'hui dans cette situation. D'autres Premiers ministres ont suivi son exemple, notamment Tony Blair. Elle a tiré les ficelles, il fut sa marionnette. Souvenez-vous qu'elle a qualifié Mandela de terroriste et qu'elle a pris le thé avec Pinochet, ce tortionnaire et assassin. Comment lui rendre hommage ? En privatisant ses obsèques. Faisons jouer la concurrence et allons au moins offrant. C'est ce qu'elle aurait fait.